

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LA REUNION**

ep

N° 2100661

REPUBLIQUE FRANÇAISE

SAS VINCI CONSTRUCTION
GRANDS PROJETS
SA BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS
SAS DODIN CAMPENON BERNARD
SAS DEMATHIEU BARD CONSTRUCTION

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de La Réunion

M. Banvillet
Rapporteur

(1^{ère} chambre)

Mme Baizet
Rapporteuse publique

Audience du 17 septembre 2024
Décision du 8 octobre 2024

C

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés les 31 mai 2021, 18 septembre 2023 et 5 février 2024, la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction, représentées par Me Balique et Me Cabanes, demandent au tribunal dans le dernier état de leurs écritures :

1°) de condamner la région Réunion à leur verser la somme de 138 000 euros hors taxes assortie des intérêts moratoires de droit à compter du 12 mars 2021 et capitalisation des intérêts au titre de l'exécution du marché n° MT3 portant sur la construction du viaduc de 5 400 mètres de la nouvelle route du littoral ;

2°) de mettre à la charge de la région Réunion la somme de 20 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- le principe d'unicité et d'indivisibilité du décompte s'opposait à ce que la région Réunion puisse, alors que le décompte général du marché n° MT3 ne lui a pas été notifié, déduire des acomptes mensuels de travaux le montant des pénalités pour non-respect des stipulations environnementales prévues à l'article 4.9 du cahier des clauses administratives particulières du marché qui lui ont été notifiées par les ordres de service n^{os} 27, 39, 65, 82, 92, 95, 106, 110, 113, 115, 121, 125, 134 et 143 ;

- les pénalités notifiées par ordres de service n°s 27, 39, 82, 92, 95, 113, 121, 125 et 134 ont été appliquées sans que les infractions aient, au préalable et conformément à l'article 12 du cahier des clauses administratives générales applicable au marché, fait l'objet d'un constat contradictoire ;
- les pénalités notifiées par ordres de service n°s 65, 95, 106, 110, 115 et 143 ne sont pas justifiées ;
- les pénalités qui ont été déduites des acomptes mensuels qui lui ont été notifiés par ordres de service n°s 114, 117 et 118 ne reposent sur aucune justification.

Par des mémoires en défense, enregistrés les 16 août 2023 et 22 décembre 2023, la région Réunion, représentée par Me K'Jan conclut, dans le dernier état de ses écritures :

1°) au rejet de la requête ;

2°) à ce que soit mise à la charge de la société Vinci Construction Grands Projets une somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir qu'aucun des moyens de la requête n'est fondé.

Par ordonnance du 20 mars 2024, la clôture de l'instruction a été prononcée avec effet immédiat en application des articles R. 611-11-1 et R. 613-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de justice administrative.

Le président du tribunal a désigné Mme Baizet, première conseillère, pour exercer les fonctions de rapporteure publique, en application des dispositions de l'article R. 222-24 du code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Banvillet, premier conseiller,
- les conclusions de Mme Baizet, rapporteure publique,
- et les observations de Me Balique et Me Couette, substituant Me Cabanes, représentant les sociétés requérantes et les observations de Me K'Jan représentant la région Réunion.

Considérant ce qui suit :

1. La région Réunion a engagé le projet de « Nouvelle Route du Littoral » et décidé de la construction d'une infrastructure routière de 12,5 kilomètres entre l'entrée ouest de la commune de Saint-Denis et la commune de La Possession composée de tronçons de digues et de deux viaducs de 5 400 mètres et de 240 mètres. Par acte d'engagement du 28 octobre 2013, la région Réunion a confié au groupement solidaire composé de la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction la réalisation du marché n° MT3 portant sur la réalisation d'un viaduc de 5 400 mètres entre la Grande Chaloupe et Saint-Denis pour un montant de

715 690 332,87 euros toutes taxes comprises. Le 11 mars 2021, le groupement a adressé à la région Réunion un mémoire en réclamation, d'un montant de 138 000 euros, portant sur l'indemnisation des pénalités pour non-respect des stipulations environnementales et des pénalités de retard pour remise des documents d'exécution incomplets qui lui ont été infligées par ordres de service n° 27 du 31 mars 2015, n° 39 du 21 septembre 2015, n° 65 du 15 septembre 2016, n° 82 du 10 mai 2017, n° 92 du 18 octobre 2017, n° 95 du 22 novembre 2017, n° 106 du 10 avril 2018, n° 110 du 14 mai 2018, n° 113 du 25 mai 2018, n° 115 du 19 juin 2018, n° 121 du 8 octobre 2018, n° 125 du 12 février 2019, n° 134 du 17 juin 2019 et n° 143 du 13 décembre 2019 et dont le montant a, par la suite, été déduit des états d'acomptes. Par la présente requête, les sociétés requérantes demandent, la condamnation de la région Réunion à leur verser la somme de 138 000 euros.

Sur les conclusions indemnitaires :

2. D'une part, aux termes de l'article 4.3.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) relatif aux « Pénalités de retard pour remise de documents d'exécution incomplets dus par l'Entrepreneur dans les conditions définies au CTTP » : « *En cas de remise de documents d'exécution incomplets par l'Entrepreneur, notamment au niveau des métrés et des devis estimatifs prévisionnels correspondants, celui-ci subira une pénalité de CINQ-CENTS (500) euros par document incomplet et par jour calendaire de retard. Cette pénalité sera appliquée jusqu'à la remise de documents satisfaisants (...)* » Aux termes de l'article 4.9 « Pénalités pour non-respect des stipulations environnementales » : « *Les pénalités suivantes seront applicables pour non-respect volontaire ou par négligence de prescriptions environnementales figurant au CCTP. / Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories : - Les manquements de comportement et défauts de moyens pour prévenir les risques d'atteinte à l'environnement, / - Les atteinte à l'environnement ou dégradation réparables, / - Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou d'individus d'espèces protégées ou d'intérêt patrimonial fort ou pollutions importantes (...)* ». Selon les articles 4.9.1 et 4.9.3 relatifs aux « Infractions de comportement, pour prévenir les risques d'atteinte à l'environnement » et aux « Dégradations irréversibles ou destructions de milieux ou pollution importantes », la pénalité encourue est respectivement de 3 000 et 20 000 euros hors taxes par cas constaté.

3. D'autre part, aux termes de l'article 12 du cahier des clauses administratives générales applicable au marché en litige : « *12.1. Au sens du présent article, la constatation est une opération matérielle, le constat est le document qui en résulte. / 12.2. Des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit du titulaire, soit du maître d'œuvre. / Les constatations concernant les prestations exécutées, quand il s'agit de travaux réglés sur prix unitaires, portent sur les éléments nécessaires au calcul des quantités à prendre en compte, tels que résultats de mesurages, jaugeages, pesages, comptages, et sur les éléments caractéristiques nécessaires à la détermination du prix unitaire à appliquer. / 12.3. Les constatations contradictoires faites pour la sauvegarde des droits éventuels de l'une ou de l'autre des parties ne préjugent pas l'existence de ces droits ; elles ne peuvent porter sur l'appréciation de responsabilités. (...)* ».

En ce qui concerne les pénalités infligées par les ordres de service n°s 27, 39, 65, 82, 92, 95, 106, 113, 121, 125, 134 et 143 :

4. En premier lieu, le principe d'unicité et d'invisibilité du décompte général, s'il fait obstacle à ce que le maître d'ouvrage puisse, en l'absence de décompte général préalablement établi, poursuivre le recouvrement d'une créance qui ne présente pas un caractère certain et exigible, ne s'oppose en revanche pas, en l'absence, comme en l'espèce, de stipulations particulières dérogeant à l'article 13.2.1 du cahier des clauses administratives générales (CCAG),

à ce que celui-ci puisse déduire des acomptes mensuels versés à l'entrepreneur le montant des pénalités prévues contractuellement. Dans ces conditions, les sociétés requérantes ne sont pas fondées à soutenir que c'est à tort que, alors que le décompte général du marché n° MT3 ne leur a pas été notifié, le maître d'ouvrage a déduit des acomptes mensuels de travaux le montant des pénalités pour non-respect des stipulations environnementales prévues à l'article 4.9 du CCAP du marché qui lui ont été infligées par les ordres de service n°s 27, 39, 65, 82, 92, 95, 106, 113, 121, 125, 134 et 143.

5. En deuxième lieu, il ne résulte ni des stipulations de l'article 4.9 ni d'aucune autre stipulation du CCAP du marché que « les infractions de comportement, pour prévenir les risques d'atteinte à l'environnement » figurant à l'article 4.9.1 de ce même cahier ou les « défauts de moyens, atteintes à l'environnement, ou dégradations réparables » listées à l'article 4.9.2 de ce document contractuel doivent au préalable, pour légalement justifier une pénalité, avoir fait l'objet d'un constat contradictoire. Par suite, les requérantes, qui ne sauraient, dès lors que de telles circonstances ne se rapportent pas aux prestations exécutées ou aux circonstances de leur exécution, utilement se prévaloir des stipulations précitées de l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux, ne sont pas fondées à soutenir que les pénalités dont elles ont reçu notification par ordres de service n°s 27, 39, 82, 92, 113, 121, 125, 134 et 143 ont été établies à l'issue d'une procédure irrégulière.

6. En troisième lieu, il résulte de l'instruction que pour infliger par ordres de service n°s 65 et 95, deux pénalités de 20 000 euros prises sur le fondement de l'article 4.9.3 du CCAP du marché, la région a fait le constat, les 8 septembre 2016 et 30 octobre 2017, de la destruction de fonds coraliens dans la zone écologique sensible de la Pointe du Gouffre à la suite du déplacement du barrage anti-matières en suspension mis en place par les requérantes. La société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction, faute d'établir, notamment par de solides considérations techniques, que le décrochage de ce barrage ne présentait pas un caractère volontaire ou était étranger à toute négligence, ne sont pas fondées à soutenir que ces pénalités présenteraient un caractère injustifié.

7. En quatrième lieu, pour infliger, par ordre de service n° 106 du 10 avril 2018 une pénalité de 3 000 euros sur le fondement de l'article 4.9.1 du CCAP du marché pour « non-respect des autres prescriptions environnementales et des modalités de management environnemental définies au marché », le maître d'ouvrage s'est fondé sur le constat opéré le 5 avril 2018 par le maître d'œuvre de la présence en bord de tablier de déchets à risque d'envol ou susceptible d'atteindre le milieu marin en l'absence de dispositif de retenue. En se bornant à soutenir que « le maître d'œuvre a rehaussé le niveau d'exigence au regard du caractère sporadique et du calibre des types de déchets relevés, alors que le Groupement a toujours été soucieux des enjeux écologiques et a mené une démarche continue de sensibilisation des comportements des équipes afin d'assurer la propreté du chantier et la gestion des déchets », les sociétés requérantes n'établissent pas qu'il aurait, en l'espèce, été fait une inexacte application des stipulations de l'article 4.9.1. Par suite, et alors que la matérialité des faits constatés le 5 avril 2018 dans la fiche environnement jointe à l'ordre de service n° 106 n'est pas sérieusement contestée, la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction ne sont pas fondées à demander le versement de la somme à ce titre.

8. En cinquième lieu, il résulte de l'instruction que par ordre de service n° 143 du 13 décembre 2019, la région Réunion, après que le maître d'œuvre a constaté, entre le 9 novembre 2018 et le 15 septembre 2019, la présence de déchets à proximité du site de pose des tapis anti-affouillement des piles P16, P17, P18, P19, P23, P24, P25, P37, P38, P39, P40, P44,

P45, P46, P47, a considéré qu'en l'absence d'éléments permettant de justifier du ramassage et de l'évacuation des déchets/éléments susceptibles de se dégrader, d'une part, et de la mise en œuvre d'actions préventives et/ou correctives aux différents stades d'intervention sur ces tapis, d'autre part, une pénalité, d'un montant global de 12 000 euros, devait être infligée au groupement titulaire du marché. Alors que la matérialité des infractions de comportement pour prévenir les risques d'atteinte à l'environnement est établie par les fiches environnement versées aux débats, les requérantes, qui n'établissent ni même n'allèguent que de tels manquements présentent un caractère involontaire ou seraient dus à une négligence, ne sauraient dès lors utilement soutenir avoir mis en œuvre un plan d'action pour le ramassage de ces déchets et pour le traitement en continu des éventuels déchets sur les futures poses de tapis. Dans ces conditions, elles ne sont pas fondées à demander la condamnation de la région Réunion à leur verser la somme de 12 000 euros.

En ce qui concerne les pénalités infligées par ordre de service n°s 110 et 115 :

9. D'une part, si la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction font valoir que le programme d'exécution des travaux n° PLG0004 remis à jour n'a pas pu être transmis dans le délai de huit jours qui leur avait été imparti dans l'ordre de service n° 108 tant que les incertitudes pesant sur la faisabilité technique des fondations des appuis P32 et P33 n'avaient pas été résolues, de telles allégations générales ne sont pas assorties du moindre commencement de preuve. Dans ces conditions, les sociétés requérantes ne sont pas fondées à soutenir que c'est à tort que, par ordre de service n° 110 du 14 mai 2018, la région Réunion leur a infligé, sur le fondement de l'article 4.3.1 précité, une pénalité d'un montant global de 8 500 euros et, par conséquent, à en demander l'indemnisation.

10. D'autre part, il résulte de l'instruction que, par ordre de service n° 115 du 19 juin 2018, la région Réunion, constatant que la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction n'avaient pas fourni dans le délai qui leur avait été imparti par l'ordre de service n° 111 les documents relatifs à la mise à jour de la procédure de préparation et d'installation du barrage filtrant anti-matières en suspension, a prononcé une pénalité de 7 000 euros sur le fondement de l'article 4.3.1 du CCAP du marché. En se bornant à faire valoir, sans autres précisions et sans apporter le moindre élément de preuve à l'appui de leurs allégations, que la mise jour de cette procédure a nécessité un travail de prospection important auprès de divers consultants et fournisseurs incompatible avec le délai de quinze jours qui leur avait été imparti, les sociétés requérantes ne démontrent pas le caractère infondé de la pénalité de retard pour remise d'exécution litigieuse. Leurs conclusions tendant à l'indemnisation de la somme de 7 000 euros ne peuvent, dès lors, qu'être rejetées.

En ce qui concerne les pénalités mentionnées dans les états d'acomptes n°s 52, 53 et 54 :

11. Il résulte des mentions non contestées du mémoire en défense de la région Réunion que les pénalités, d'un montant global de 25 500 euros, mentionnées respectivement dans les états d'acomptes n°s 52, 53 et 54 dont les sociétés requérantes ont reçu notification par ordres de services n°s 114, 117 et 118 ne correspondent pas, contrairement à ce qui est soutenu, à des pénalités qui leur auraient été infligées de manière injustifiée mais à l'imputation sur ces acomptes successifs des pénalités pour non-respect des stipulations environnementales aux pénalités de retard notifiées par les ordres de service n°s 110, 113 et 115 dans des conditions que ne critiquent pas les intéressées dans le cadre de la présente instance.

Sur les frais du litige :

12. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mis à la charge de la région Réunion, qui n'est pas la partie perdante, le versement à la société Vinci Construction Grands Projets, la société Bouygues Travaux Publics, la société Dodin Campenon Bernard et la société Demathieu Bard Construction d'une somme au titre des frais exposés par elles et non compris dans les dépens. Il y a lieu, en revanche, de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge solidaire de la société Vinci Construction Grands Projets une somme de 3 000 euros au titre des frais exposés par la région Réunion et non compris dans les dépens.

D E C I D E :

Article 1^{er} : La requête des sociétés Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction est rejetée.

Article 2 : La société Vinci Construction Grands Projets versera à la région Réunion une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à la société Vinci Construction Grands Projets, à la société Bouygues Travaux Publics, à la société Dodin Campenon Bernard, à la société Demathieu Bard Construction et à la région Réunion.

Délibéré après l'audience du 17 septembre 2024, à laquelle siégeaient :

Mme Khater, présidente,
M. Banvillet, premier conseiller,
M. Lassaux, premier conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe du tribunal le 8 octobre 2024

Le rapporteur,

La présidente,

M. BANVILLET

A. KHATER

La greffière,

E. POINAMBALOM

La République mande et ordonne au préfet de La Réunion en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
P/la greffière en chef
La greffière,

E. POINAMBALOM